

“NOUS SOMMES, UNE FOIS ENCORE, LES GRANDS OUBLIÉS DE LA RÉFORME...”

Dans une tribune pour *Acteurs publics*, les représentants du troisième concours et du concours interne de l'ENA dénoncent une réforme de la haute fonction publique pensée pour des profils “juniors”. En ne tenant pas compte des énarques issus de la voie professionnelle, les mesures envisagés risquent, selon eux, de limiter encore la diversité professionnelle des hauts fonctionnaires. En opposition avec l'objectif recherché.



© Patrick Hertzog/AFP

“*La faute aux énarques*”, entend-on souvent. Et presque systématiquement, la même figure surgit : celle de ce jeune homme de 25 ans, supposé bien né et possiblement arrogant, issu des grands lycées parisiens puis de Sciences Po Paris, de Normale sup’ ou d’une école de commerce.

La très grande majorité des élèves de l'ENA issus du concours externe ne correspond déjà pas à ce portrait caricatural que les médias se plaisent à relayer, et qui cristallise les rancœurs. Mais c’est surtout le visage de la moitié des énarques qui est ainsi écarté de la pensée collective.

Chaque année, sur 80 élèves de l'ENA, 40 sont issus de la voie professionnelle (concours interne et troisième concours) : en moyenne, ils ont 35 ans et déjà nombre d’années d’expérience derrière eux. Professeur(e)s, policier(e)s, soignant(e)s, consultant(e)s, militaires, communicant(e)s, entrepreneur(e)s, voire intermittent(e)s du spectacle, ces femmes et ces hommes ont interrompu leur parcours professionnel, au prix d’importants sacrifices personnels et financiers, pour préparer les épreuves de l'ENA, intégrer cette école et poursuivre leur voie au sein de la haute fonction publique.

Le concours interne, qui existe depuis l’origine de l’école, est ouvert à tous les agents publics ayant déjà travaillé au moins quatre ans dans l’administration, pour les collectivités territoriales ou dans les hôpitaux. Pour celles et ceux qui souhaitent continuer à servir nos concitoyens, ce concours de

l'ENA, c'est un ascenseur social, un tremplin vers des responsabilités supérieures. Le troisième concours permet, depuis 1990, de recruter des candidats issus du secteur privé ou associatif, ainsi que des élus, syndicalistes ou journalistes. Tous ont travaillé pendant au moins huit ans et ont donc souvent occupé plusieurs postes de responsabilité avant de rejoindre l'ENA.

L'accès aux grands corps après un "sas" obligatoire de six ans, sans prise en compte de l'expérience antérieure, détournera nécessairement de ces carrières les plus expérimentés.

À travers eux, l'administration gagne des profils variés, spécialisés, déjà formés, dotés d'une solide connaissance du terrain, d'une expérience managériale et d'une bonne maîtrise de l'entreprise ou des services publics. La diversité sociale, professionnelle et géographique, appelée de ses vœux par le président de la République, ils l'incarnent déjà !

Dès lors, quand on reproche aux énarques de ne pas connaître la "réalité du terrain", alors que certains de ces professionnels ont travaillé dans les quartiers les moins favorisés de France et ont parfois été personnellement confrontés au chômage ou à la faillite de leur entreprise, ils répriment difficilement, au mieux, un sourire affligé ; au pire, un soupir de lassitude. Ces deux concours apportent également un contingent de femmes qui permet de rééquilibrer un peu – mais toujours insuffisamment – la parité des promotions de l'ENA.

Or force est de constater qu'une fois de plus, la réforme annoncée de l'ENA et de la haute fonction publique ignore toutes ces femmes et tous ces hommes méritants. La moitié des élèves de l'ENA est balayée d'un trait de plume par la plupart des décideurs et des commentateurs... qui appellent précisément à... plus de diversité !

Voici trois exemples de mesures annoncées qui en témoignent.

Tout d'abord, il sera demandé aux élèves issus de l'ISP (l'Institut du service public devant remplacer l'ENA) de prendre leur premier poste en services déconcentrés. Car évidemment, le "jeune" énarque ne connaît pas la province... Cette orientation ne tient compte ni de l'expérience antérieure – ces 40 professionnels exerçaient pourtant dans toute la France avant d'entrer à l'ENA ! – ni des contraintes familiales auxquelles sont nécessairement confrontés nombre de profils expérimentés, qui ont déjà des charges familiales.

Deuxième illustration : le passage par une "école de guerre", plusieurs années après l'école de formation. De nouveau, cette étape a été visiblement pensée pour les plus jeunes des énarques. Pour eux, l'ENA, c'est déjà une école de guerre.

Enfin, l'accès aux grands corps après un "sas" obligatoire de six ans, sans prise en compte de l'expérience antérieure, détournera nécessairement de ces carrières les plus expérimentés, qui renonceront à cette nouvelle longue période transitoire. Exactement l'inverse de l'effet escompté, donc.

Les professionnels issus du concours interne et du troisième concours ne veulent plus être des éternels "débutants", dont l'administration s'entête à ignorer l'expérience passée.

L'ensemble de ces mesures, imaginées pour des profils juniors, pénalisera particulièrement les femmes, qui hésitent déjà beaucoup à rejoindre l'ENA, à l'âge des maternités et des charges de

famille. Elles devront renoncer, en plus grand nombre encore, à un parcours imposant de nouveaux sacrifices.

Oublier le visage de ces professionnels est injuste, car irrespectueux du parcours de ces praticiens, et inefficace car ces orientations n'inciteront pas les meilleurs agents publics et salariés à s'engager au service de l'intérêt général. À terme, c'est la diversité professionnelle des hauts fonctionnaires, nécessaire pour rendre l'action publique plus opérationnelle et plus ouverte sur la société, qui s'en trouvera réduite.

Les professionnels issus du concours interne et du troisième concours ne veulent plus être des éternels "débutants", dont l'administration s'entête à ignorer l'expérience passée. Ils ont vu et vécu. Ils ont poussé leurs limites pour intégrer l'ENA, entraînant parfois leur famille dans cette aventure téméraire.

Monsieur le président de la République, Madame la ministre de la Transformation et de la Fonction publiques : nous sommes, une fois encore, les grands oubliés de vos annonces. Rien dans le projet d'ordonnance ne mentionne une quelconque volonté d'ouvrir les carrières publiques supérieures aux praticiens et professionnels de terrain. Rappelez-vous, pour la suite de votre réforme, que la haute fonction publique est riche des expériences multiples de ses cadres venus d'autres horizons.

Pour servir ces objectifs, bâtissons ensemble de véritables parcours de carrière pour celles et ceux qui, anonymes, sont déjà là, engagés dans les rangs de la haute fonction publique, en tenant compte de leurs spécificités et des compétences déjà acquises sur le terrain. Nous sommes prêts à prendre part à la construction de nouvelles orientations.

Cette réforme se déclare ambitieuse. Elle ne doit pas se limiter à un seul problème, ni regarder un seul visage.

Anthony Broussillon, président d'Intern'ENA (association des élèves et anciens élèves de l'ENA issus du concours interne), au nom de son association ;

Guillaume Hermitte, président d'ENA3C (association des élèves et anciens élèves de l'ENA issus du troisième concours), au nom de son association ;

avec le soutien de **Daniel Keller**, président de l'AAEENA (Association des anciens élèves de l'ENA), au nom de son association.